

PÊCHE

De nouvelles études scientifiques sèment le doute : en Méditerranée, le thon rouge n'est peut-être pas en voie de disparition. Plusieurs chercheurs qui avaient sonné l'alarme se déclarent aujourd'hui sceptiques.

L'extinction du thon rouge remise en cause par des scientifiques

DE NOTRE CORRESPONDANT
À MARSEILLE.

Le président des thoniers de Méditerranée, Mourad Kahoul, jubile. Après cinq ans de débats souvent violents contre les écologistes, il vient pour la première fois de recevoir l'adhésion de scientifiques à la thèse que défendent les 160 membres de son association : le thon rouge dont la France et l'Union européenne veulent interdire le commerce international ne serait pas en danger d'extinction. En certains endroits, leur stock aurait même doublé en dix ans.

Le coup risque d'être d'autant plus dur pour les défenseurs de l'environnement qu'il est porté par des membres même du comité scientifique de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Cicta) chargée du diagnostic et des recommandations concernant l'espèce. C'est le cas du biologiste italien Antonio Di Natale, spécialiste des grandes espèces marines et des systèmes de pêche, qui a longtemps contesté les thèses des pêcheurs.

Parmi les sceptiques figurent aussi des scientifiques du centre de recherche halieutique méditerranéenne et tropicale de l'Ifremer de Sète, conduits par Jean-Marc Fromentin, celui-là même qui avait alerté l'opinion publique contre des menaces de surexploitation du thon rouge (*Thunnus thynnus*) il y a cinq ans.

Avec trois autres chercheurs de l'institut, il a effectué 25 survols aériens d'observation du golfe du Lion entre le 17 juin et le 30 septembre dernier, exactement sur les mêmes routes de prospection de 4 campagnes réalisées entre 2000 et 2003. Au total, 16.000 kilomètres ont été parcourus pour relever les positions GPS des bancs en surface.

« La plupart des vols ont permis de détecter une présence abondante de thon rouge dans l'ensemble du Golfe, avec de très importantes concentrations de 1 à 2 km de rayon composées d'individus de 20 à 30 kg », c'est-à-dire des spéci-



Pêcheurs à Zahara de los Atunes, dans le sud de l'Espagne.

mens sexuellement matures, ont observés les chercheurs. Une première analyse a été présentée au comité scientifique de la Cicta fin septembre dernier. « Il en ressort que la densité observée en 2009 est environ deux fois supérieure à celle observée sur la période 2000-2003, poursuivent-ils. Ces résultats sont cohérents avec les observations aériennes menées par les scientifiques espagnols en Méditerranée Nord occidentale. »

Le chercheur océanographe Antonio Di Natale vient, lui aussi, remettre en cause la réalité du stock en doutant de l'efficacité du système d'évaluation de la biomasse

L'Europe décidée à protéger l'espèce

Les doutes des scientifiques quant à la réalité des stocks de thon rouge en Méditerranée interviennent alors que la France, puis l'Union européenne viennent de se prononcer en faveur d'une interdiction du commerce international de cette espèce, après des années de débats. Elles suivent ainsi les recommandations des écologistes, qui estiment que les stocks de thon rouge ont baissé de 75 % en un demi-siècle, de 1957 à 2007.

de thon rouge utilisé : Virtual Population Adapt (VPA), un outil d'analyse historique des données qui permet de prédire les tendances du stock à partir des données de prises, et notamment de l'âge des spécimens.

Distorsion des données

« Il y a un décalage entre les hypothèses tirées de l'extrapolation des énormes banques de données conservées par le secrétariat du Cicta et la réalité sur le terrain », affirme-t-il, après avoir comparé la masse de données accumulée depuis les années 1950. « VPA, tranche-t-il, n'est pas apte à décrire l'énorme complexité d'espèces pélagiques qui ont une telle distribution géographique et des déplacements imprévisibles aussi bien vers les profondeurs qu'à l'horizon. »

Antonio Di Natale soulève un autre problème causé par la mise en place des systèmes de quota à la Cicta : « Les données qui ont été fournies par les scientifiques depuis la fin des années 1990 se sont adaptées aux règles du jeu de la commission. Les scientifiques qui ont participé au comité scientifique, particulièrement ceux qui travaillaient sous contrat avec leurs gouvernements, c'est-à-dire une large majorité, ont évité de présenter des données trop contrastantes comparées à celles fournies par

leurs Etats. Ça ne signifie pas que des données ont été manipulées, mais elles n'ont tout simplement pas été présentées. »

Le biologiste cite en exemple deux séries de données collectées exactement au même endroit en 2008. L'une provient d'observations à bord de navires scientifiques, l'autre des avis déclaratifs collectés à bord des bateaux de pêche. Problème : l'une et l'autre montrent des données différentes concernant la distribution par taille de l'espèce. Dans le premier cas, les jeunes spécimens sont surreprésentés (dans une proportion de presque 40 %) ; dans le second, ce sont les individus sexuellement matures.

« Impossible d'établir de corrélation valable avec de telles distorsions », condamne un autre spécialiste de l'espèce, le professeur Corrado Piccinetti, directeur du laboratoire de biologie marine de l'université de Bologne et président de la commission scientifique de la CGPM (Commission générale des pêches pour la Méditerranée) à qui il prévoit de présenter le rapport lors de la prochaine réunion le 12 avril. « Nous n'avons pas d'information scientifique valable pour dire si le stock de thon rouge est en danger ou pas », affirme-t-il aujourd'hui.

Après la remise en cause du Giec dans le dossier du réchauffement climatique, ces révélations vont-elles jeter un nouveau trouble sur la pertinence des métadonnées utilisées pour modéliser des phénomènes complexes et en tirer des conclusions réglementaires ? « Elles rétablissent au moins l'équilibre nécessaire pour faire entendre la voix des sceptiques », sourit le patron des thoniers, Mourad Kahoul. Il souhaite maintenant porter l'affaire devant la Cites, l'organisation de l'ONU chargée de la protection des espèces en danger, qui se réunit du 13 au 25 mars à Doha (Qatar).

PAUL MOLGA